



Déclaration conjointe de la CSA-Bénin, de la CGTB et de l' UNSTB Relative à la tentative de coup d'État du dimanche 07 décembre 2025 au Bénin

Cotonou, le 07 décembre 2025

Les confédérations syndicales CSA-Bénin, CGTB et UNSTB ont suivi avec une profonde inquiétude les événements survenus ce dimanche 07 décembre 2025, marqués par une nouvelle tentative de coup d'État dans notre pays. Il s'agit de la deuxième tentative en un peu plus d'un an, ce qui traduit une fragilité institutionnelle et sociale préoccupante.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet acte qui constitue une atteinte grave à l'ordre constitutionnel, à la démocratie et à la paix sociale. Le Bénin, depuis la Conférence nationale de 1990, s'est engagé sur la voie de la démocratie pluraliste et du respect des institutions républicaines. Toute remise en cause de cet acquis historique met en péril la stabilité nationale et les libertés fondamentales.

Nous rappelons que les crises politiques et les ruptures institutionnelles entraînent toujours des conséquences dramatiques pour les travailleurs et les populations : aggravation de la précarité, mise à mal du vivre ensemble, paralysie des services publics, insécurité économique et sociale. Les travailleurs, déjà confrontés à la vie chère, à la stagnation des salaires et à l'absence de mécanismes de protection sociale universelle, ne doivent pas être les premières victimes de l'instabilité politique.

En conséquence :

- Nous appelons les auteurs de cette tentative à renoncer immédiatement à toute action de déstabilisation et à respecter les institutions républicaines.
- Nous félicitons les autorités légales pour toutes les mesures déjà prises pour garantir la sécurité des citoyens et la continuité des institutions. Nous les exhortons à les maintenir et à les accroître.
- Nous invitons l'ensemble des travailleurs et des populations à garder leur calme, à éviter toute forme de violence ou de provocation, et à rester attachés aux valeurs de paix et de démocratie.

Cependant, nous tenons à souligner que la répétition de ces tentatives de coup d'État est également le symptôme d'un malaise profond qu'on ne saurait occulter. Les tensions sociales, la vie chère, la stagnation des salaires, la prédominance de l'économie informelle et l'absence de réponses concrètes aux revendications des travailleurs nourrissent un climat de frustration et de défiance. Toutes choses qui, faute d'une prise en main diligente et correcte, continueront de servir de prétextes à des marchands d'illusions.

C'est pourquoi nous appelons solennellement les autorités officielles du pays à engager sans délai des **inflexions majeures dans la gouvernance** afin de favoriser l'apaisement social et politique. Cela implique :

- La mise en place de politiques publiques centrées sur la justice sociale et la réduction des inégalités.
- L'ouverture d'un dialogue social inclusif et sincère avec les organisations syndicales et la société civile.
- La prise en compte de l'exigence de la jouissance entière des libertés publiques notamment syndicales, reconnues par l'OIT comme un droit fondamental.

Les confédérations syndicales réaffirment leur engagement à défendre la démocratie, l'État de droit et la dignité des travailleurs. Nous restons convaincus que seule la voie du dialogue, du respect des institutions et de la justice sociale peut assurer un avenir stable et prospère pour notre pays.

Ont signé :

